



PRÉFET DE L'AIN

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées			
Référence : 20210326-RAP-S2-21-063 PA			
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL	
ARG – Balan RD 84B Côte de Dagneux – Vers le Chêne 01 360 BALAN		S3IC Priorité DREAL Régime SEVESO 00061-00053 <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS	
Activité principale : Carrière alluvionnaire			
Date du contrôle : 25/03/2021			
Inspecteur(s) : P. ANTOINE (UD 01)			
Type de contrôle			
<input type="checkbox"/> Inspection approfondie <input type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle		<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée <input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle	
Circonstances du contrôle			
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du.....		<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :	
Thème(s) du contrôle	<input type="checkbox"/> Eau <input type="checkbox"/> Air <input type="checkbox"/> Déchets <input type="checkbox"/> REACH <input type="checkbox"/> RSDE <input type="checkbox"/> Risques accidentels	<input type="checkbox"/> Contrôles réglementaire <input type="checkbox"/> SGS <input type="checkbox"/> Vieillessement <input type="checkbox"/> Cessation, sols pollués, etc	<input type="checkbox"/> Action nationale : <input type="checkbox"/> Action nationale Bande de 100 mètres autour des sites Seveso
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) • Front de taille de la carrière			
Référentiel(s) du contrôle • Nomenclature des ICPE • Code de l'environnement • Arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières • Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 25 mars 2019			
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)			
Nom	Société	Qualité	
Mme Marion DRUET	ARG	Responsable HSE de la carrière	
Copies	<input type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> Cellule xxx <input type="checkbox"/> Autre :		

I – Synthèse de la visite et des constatations

I.1 – Périmètre inspecté

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale dénommée « AN 100 m SEVESO ».

Cette action triennale (2020 – 2021 – 2022) vise à renforcer le contrôle des établissements bordant les sites SEVESO afin de vérifier que ces établissements ne puissent pas être à l'origine d'effets dominos sur les sites SEVESO.

Elle vise à détecter les éventuelles situations similaires à celles ayant conduit à l'accident survenu au sein de l'usine LUBRIZOL en septembre 2019 afin d'y remédier au plus tôt et d'éviter la survenue d'un accident similaire.

Les thématiques de cette inspection retenues lors de la préparation correspondaient au périmètre suivant à inspecter :

- situation administrative du site ;
- respect des distances d'éloignement fixé par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- contrôle de la présence éventuelle d'activités susceptibles d'engendrer des effets dominos sur les sites SEVESO voisin (KEM ONE et SK Functional Polymer).

L'inspection a été menée de façon inopinée.

Le déroulement de la visite a permis de vérifier l'ensemble des prescriptions qui avaient été identifiées.

I.2 – Situation administrative de l'installation

L'établissement bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation environnementale, en date du 25 mars 2019, lui permettant d'exploiter une carrière de roches alluvionnaires classée sous la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE pour une durée de 28 ans.

I.3 – Constats effectués

Les constats effectués lors de l'inspection sont présentés par thème dans la fiche en annexe 1 du présent rapport. Pour chaque prescription concernée, le tableau rappelle son libellé, synthétise les déclarations de l'exploitant, indique les documents consultés, les constats effectués sur site et précise le cas échéant l'écart constaté et/ou les observations formulées pour améliorer la prise en compte de l'environnement et de la sécurité.

II – Proposition de suites en fonction des enjeux et des engagements de l'exploitant

Concernant le résultat de la visite, aucune **non-conformité** n'a été relevée.
En conséquence, aucune suite n'est proposée.

Une copie du présent rapport est adressée à l'exploitant.

Une copie du courrier adressé à l'exploitant est joint au présent rapport.

L'inspecteur de l'environnement

Le vérificateur et approbateur

L'adjoint au chef de l'unité départementale de l'Ain

Philippe ANTOINE

Annexe 1 – Fiche de constats¹

Constat n°1 : Situation administrative

La société ARG – Balan exploite une carrière de roches alluvionnaires.
L'activité exercée correspond à l'activité autorisée par l'arrêté préfectoral du 25 mars 2019.
Le plan de phasage de l'exploitation n'a pas été contrôlé.

La situation administrative de l'établissement est conforme.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Nomenclature des ICPE	-	Sans objet.

Constat n°2 : Distance d'éloignement

L'article 14.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 impose que les bords des excavations des carrières à ciel ouvert soient tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Le front de taille de la carrière est encore très éloigné de la société Kem One. L'exploitant a indiqué que le front de taille devrait commencer à longer le site Kem One dans quelques années.

Le respect des distances d'éloignement vis-à-vis de la plateforme industrielle, le respect des hauteurs et largeur des gradins et la pente des talus devront faire l'objet d'un nouveau contrôle lorsque le front de taille aura avancé.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 14.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 Articles 8.1.2.5 et 8.1.2.6 de l'arrêté préfectoral du 25 mars 2019	-	Sans objet.

¹ L'exploitant peut demander cette annexe en format modifiable afin d'y mentionner les suites apportées aux non-conformités relevées.

Constat n°3 : Activités susceptibles d'être à l'origine de risques pour les établissements SEVESO voisins (KEM ONE et SK Functional Polymer).

La carrière est une carrière de matières alluvionnaires.

De ce fait, la carrière n'a pas recours à l'utilisation d'explosif pour exploiter le front de taille.

La carrière ARG n'est donc pas concernée par les risques liés à l'utilisation de matières explosives.

Le carreau de la carrière est à sec. Il ne s'agit pas d'une carrière en eau. De ce fait, la carrière n'a pas recours à l'utilisation de drague à flèche. L'exploitation se fait par exploitation directe du front de taille à la pelle mécanique.

La carrière ARG n'est donc pas concernée par les risques liés à l'utilisation d'une drague à flèche.

Il n'a pas été constaté l'existence d'activités susceptibles d'être à l'origine de risques pour la plateforme industrielle voisine regroupant les 2 sites SEVESO (Kem One et SK Functional Polymer).

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Code de l'environnement	-	Sans objet.